



3e réunion annuelle du Pool d'experts internationaux sur un sport sûr

Séminaire sur la « Protection de l'enfance dans le sport : pratiques tenant compte des traumatismes »

Strasbourg, 3 décembre 2024

Biographies des intervenant-es

Hanne Juncher

Directrice de la sécurité, de l'intégrité et de l'État de droit, Direction générale Droits humains et Etat de droit, Conseil de l'Europe



Avant de devenir Directrice de la sécurité, de l'intégrité et de l'État de droit, Hanne était secrétaire exécutive du Groupe d'États contre la corruption (GRECO) du Conseil de l'Europe et responsable de l'action du Conseil de l'Europe contre la criminalité économique, y compris MONEYVAL et les programmes d'assistance technique à grande échelle sur la criminalité économique.

Auparavant, elle a dirigé les travaux du Conseil de l'Europe sur la justice et la coopération juridique, y compris la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ), sur le droit privé et public et sur la réforme judiciaire.

Auparavant, elle a travaillé pour le Comité européen pour la prévention de la torture (CPT), a représenté le Conseil de l'Europe en Macédoine du Nord et a dirigé le travail de soutien et de sensibilisation aux droits humains du Conseil de l'Europe.

Hanne a rejoint le Conseil de l'Europe en tant que conseillère juridique en 1997. Elle a également travaillé pour les ministères de la défense du Danemark et du Royaume-Uni. Elle est titulaire d'un diplôme de troisième cycle en droit des universités de Copenhague et d'Essex.

[Allocution d'ouverture](#) (uniquement disponible en anglais)

Georges Mischo

Ministre des Sports, Luxembourg



Georges Mischo est né le 18 septembre 1974 à Esch-sur-Alzette.

Après ses études secondaires au Lycée Hubert Clément à Esch-sur-Alzette, Georges Mischo entame des études de sports à Sarrebruck. Il effectue son stage pédagogique au Lycée Aline Mayrisch avant de devenir enseignant au Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES). Il rejoint ensuite le Lycée Bel-Val, où il enseigne l'éducation physique jusqu'à son assermentation en tant que bourgmestre de la Ville d'Esch-sur-Alzette en 2017.

À la suite des élections législatives du 8 octobre 2023, Georges Mischo est nommé ministre des Sports et ministre du Travail en date du 17 novembre 2023 dans le gouvernement de coalition entre le Parti chrétien-social (CSV) et le Parti démocratique (DP).

En 2011, il se présente pour la première fois aux élections municipales. Trois ans plus tard, en 2014, il devient conseiller communal avant d'être élu bourgmestre en octobre 2017 suite aux élections communales. À l'issue des élections législatives, Georges Mischo fait son entrée à la Chambre des députés en octobre 2018.

[Allocution d'ouverture](#)

Delphine Costantini

Chargée de Mission, Direction de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports, Monaco



Delphine Costantini a effectué une grande partie de son parcours au sein du Gouvernement Princier, dans des fonctions à très forte technicité lors de ses missions au sein de l'Institut Monégasque de la Statistique et des Etudes Economiques (élaboration d'un cadre juridique des statistiques en Principauté, protection des données nominatives...), mais également, dans le cadre de son engagement en qualité de Chargé de Mission au sein de la Direction de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports, sur des axes majeurs portant sur la Jeunesse, la Vie Scolaire, ou l'offre culturelle pédagogique à destination de tous les élèves de la Principauté .

Profondément attachée à des valeurs d'exemplarité, de solidarité et de justice, elle mobilise plus particulièrement son action personnelle dans la promotion et la protection des Droits des femmes. Elle est, par ailleurs, particulièrement sensible à la lutte contre toute forme de violence en milieu scolaire ou intrafamiliale et à la protection des victimes.

Sa formation de juriste, lui permet d'avoir un regard structurant et exigeant sur des thématiques à forts enjeux mais également ouvert sur les problématiques contemporaines liées à la protection de l'enfance et des mineurs, plus particulièrement.

Au sein de la Direction de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports du Gouvernement Princier, elle est l'interlocuteur privilégié pour toutes questions ayant trait aux programmes et aux actions, en milieu scolaire, visant à prévenir et à lutter contre le harcèlement, y compris en ligne, la

violence à l'égard des mineurs et les situations d'élèves en danger ou en risque de l'être, dont les mineurs victime d'infraction sexuelle.

Allocution d'ouverture

Francine Hetherington Raveney

Secrétaire exécutive adjointe, APES, Conseil de l'Europe.



Francine Hetherington Raveney est une spécialiste dans les domaines suivants : politique du sport, égalité de genre, diversité, gestion de projets, analyse de scénarios, coproductions audiovisuelles et communication, entre autres. Elle a obtenu une maîtrise en littérature anglaise et française au Queen's College de l'université d'Oxford (1992-1996), une maîtrise en études féminines au Queen's College de l'université d'Oxford (1996-1997), puis a effectué des études doctorales en France en politique et littérature à l'université de Strasbourg (1997-1998).

Depuis 2000, elle a travaillé dans plusieurs organisations internationales, notamment au Conseil de l'Europe, où elle a été chef de projet pour le fonds cinématographique Eurimages pendant 11 ans (2009-2020), et à l'OMS Europe (2004-2005), où elle a été rédactrice en chef. Elle est la fondatrice, ancienne directrice exécutive et actuellement membre honoraire du Réseau Europa Women's Audiovisual (EWA). Elle est également membre du jury du New Dawn Film Fund et enseigne régulièrement le pitching et donne des présentations dans des festivals et des universités à travers l'Europe.

Depuis avril 2021, elle travaille en qualité de Secrétaire exécutive adjointe de l'Accord partiel élargi sur le sport (APES), où elle supervise les ressources, travaille avec le comité directeur et les organisations partenaires et veille à ce que les activités thématiques d'actualité (telles que l'égalité de genre, la diversité, l'intégrité et la bonne gouvernance dans le sport) et les conférences (par exemple sur la lutte contre la violence fondée sur le genre dans le sport) soient traitées de manière fluide et efficace.

Catherine Moyon de Baeque

Présidente, Commission de lutte contre les violences sexuelles et les discriminations, Comité national olympique et sportif français



Personnalité qualifiée - Ambassadrice et Experte - Ethique, Education, Olympisme : Culture et Sport.

Présentée comme « La Marianne du sport ».

Symbole incarné des valeurs de l'Olympisme pour la France.

Présidente de la Commission de lutte contre les violences sexuelles et les discriminations dans le sport du Comité national olympique et sportif français (CNOSF).

Membre de la Commission plénière Fédérale de l'Engagement de la Fédération Française de Football.

1ère athlète de haut niveau – en France, Europe et Monde – à avoir brisé la loi du silence dans le sport (victime de violences sexuelles aggravées par des membres de l'équipe de France d'athlétisme lors d'un stage national) et mené un combat historique – seule contre tous pendant 20 ans – qui a fait jurisprudence et a ouvert la voie.

Nommée Chevalier dans l'ordre national de la Légion d'Honneur par Monsieur le Président de la République Française – première promotion : janvier 2023.

Ecrivain, Conférencière – France et International.

Allocution

Alexandre Husting

Conseiller, Ministère des Sports de Luxembourg, Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'Union européenne, Président de l'Accord partiel élargi sur le sport (APES) et membre du Pool d'experts internationaux sur un sport sûr du Conseil de l'Europe



Attaché pour l'éducation, la jeunesse, la culture et le sport à la Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'Union européenne et Conseiller aux affaires internationales et européennes au ministère des Sports du Luxembourg. Président de l'APES (Accord partiel élargi sur le sport) et du CAHAMA (Comité ad hoc européen pour l'Agence mondiale antidopage). Membre du Pool d'experts internationaux sur un sport sûr du Conseil de l'Europe.

Allocution

Mathilde Grenet

Fondatrice, En Garde, membre du Pool d'experts internationaux sur un sport sûr du Conseil de l'Europe



Mathilde Grenet est une experte reconnue dans le domaine du *Safe Sport* et fondatrice d'[EN GARDE](#), un cabinet de conseil dédié à la protection et à la prévention des violences interpersonnelles dans le sport. La mission d'EN GARDE est claire : éradiquer toutes formes de violences dans les environnements sportifs. Collaborant avec des institutions sportives de premier plan, tant internationales que nationales (FIFA, European Athletics, UCI, FIS, Classe IMOCA, Play International, etc.), EN GARDE élabore des stratégies pour lutter efficacement contre ces abus.

Passionnée de sport et ancienne athlète de haut niveau, Mathilde a été joueuse de tennis au sein de la NCAA pour l'Université de Caroline du Sud.

Cette expérience lui confère une compréhension profonde des réalités du milieu sportif.

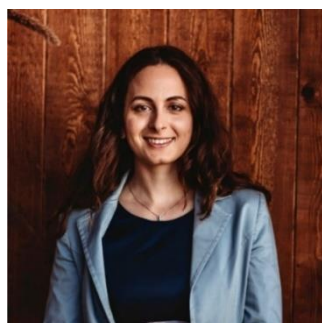
La protection des enfants dans le sport est un combat personnel pour Mathilde. Ayant survécu à des abus sexuels infligés par son entraîneur de tennis durant son adolescence, elle a transformé cette épreuve en une force motrice pour le changement. De 2014 à 2021, elle a mené une bataille

juridique contre son agresseur, et, en parallèle, elle a cofondé l'association Rebond avec trois autres survivantes. Rebond se consacre à la prévention des violences sexuelles dans le sport et à offrir un soutien complet aux victimes. Aujourd'hui, l'association collabore activement avec la Fédération Française de Tennis (FFT) pour renforcer la protection des jeunes athlètes.

En outre, Mathilde est membre du Pool d'Experts Internationaux sur la Sécurité dans le Sport au Conseil de l'Europe et détient la certification de Responsable de la Protection dans le Sport du Comité International Olympique (CIO).

Claudia Villa

Spécialiste de la protection, Centre pour le Sport et les Droits humains (CSHR), membre du Pool d'experts internationaux sur un sport sûr du Conseil de l'Europe



Claudia est spécialiste et consultante internationale en matière de protection ; elle a travaillé avec des fédérations sportives internationales et des organes directeurs nationaux en vue d'élaborer et de mettre en œuvre de bonnes pratiques en matière de protection.

En sa qualité d'ancienne responsable de la protection au sein de Commonwealth Sport, Claudia a piloté le programme de protection du Mouvement sportif du Commonwealth, en élaborant la toute première politique mondiale de protection et un programme de formation à la protection à l'échelle du Commonwealth. À ce titre, Claudia a dirigé l'élaboration et la mise en œuvre du cadre de protection à l'occasion des Jeux du Commonwealth de Birmingham en 2022 et des Jeux de la jeunesse de Trinité-et-Tobago en 2023, en adoptant une stratégie pluri-institutionnelle qui intègre les organisations locales et internationales dans les mécanismes d'intervention.

L'approche choisie par Claudia en matière de protection a été façonnée par plus d'une décennie passée à diriger des services d'aide aux enfants victimes de la traite, d'abus et d'exploitation. En étroite collaboration avec les autorités locales, les forces de l'ordre et le secteur de l'éducation, Claudia a assumé des fonctions de conseil stratégique pour les partenariats de protection de l'enfance, ce qui lui a permis d'influencer et de favoriser l'élaboration de politiques et de procédures des autorités locales en matière d'exploitation et d'abus sexuels dont sont victimes les enfants, y compris l'exploitation à des fins criminelles.

Claudia est également une experte reconnue du secteur humanitaire ; elle a dirigé et développé les services d'aide aux réfugiés et aux demandeurs d'asile à l'Agence des Nations unies pour les migrations (OIM) et à la Croix-Rouge britannique, où elle est toujours bénévole au sein de l'équipe de soutien psychosocial pour aider les personnes en situation de crise. Sa passion et son dévouement dans ce domaine ont été récompensés par le Prix de la Reine.

[Allocution](#) (uniquement disponible en anglais)

Katie Fudakowski

Associée, Farrer & Co, membre du Pool d'experts internationaux sur un sport sûr du Conseil de l'Europe



Je suis avocate et j'ai plus de dix ans d'expérience dans le domaine du droit de la protection, expérience que j'ai acquise en tant que locataire à *Old Square Chambers*. Je suis actuellement associée au sein de l'unité de protection du cabinet d'avocats londonien Farrer & Co, qui est leader sur le marché. Ma pratique couvre les domaines de l'emploi, de l'éducation et de la protection de l'enfance.

Je conseille tous les types de clubs sportifs et leurs instances dirigeantes en matière de protection. Je compte parmi mes clients des clubs de football de première division et des instances dirigeantes sportives nationales. Je gère un service d'assistance téléphonique pour les questions de protection pour une grande instance sportive, coordonnant les conseils du cabinet sur la protection des enfants, la protection des données et la gouvernance, et je donne des conseils dans des domaines clés tels que les abus entre pairs et l'intégration des transsexuels.

Je suis reconnue comme *Next Generation Partner* dans le guide *Legal 500 2022* et notée pour ma grande expérience en matière de discrimination et de litiges SEND, ainsi que pour mes conseils en matière d'abus entre pairs et de violence fondée sur le genre.

[Présentation](#) (uniquement disponible en anglais)

Emily Austin

Spécialiste principal de la politique et du plaidoyer, The Army of Survivors



Emily Austin, titulaire d'un doctorat en droit, est spécialiste principale en matière de politique et de sensibilisation au sein de l'Armée des survivants (The Army of Survivors), une organisation mondiale de premier plan qui défend les victimes d'agressions sexuelles dans le sport ; fondée par un groupe d'athlètes ayant survécu à des agressions sexuelles, elle a reçu le soutien de l'Université de l'État du Michigan, de USA Gymnastics et du Comité olympique des États-Unis. Cette organisation a pour mission de sensibiliser aux violences sexuelles commises à l'encontre des athlètes, d'amener leurs auteurs à répondre de leurs actes et d'assurer la transparence dans ce domaine, en veillant à ce que toutes les activités et

interventions se fassent en tenant compte des traumatismes et en mettant l'accent sur les athlètes. Mme Austin est également fondatrice et présidente de Pivot Advocacy, PC, une organisation de justice sociale qui se consacre au changement communautaire et institutionnel pour mettre fin à la violence fondée sur le genre et promouvoir la justice sociale en éduquant les individus au sein des systèmes, en élaborant des méthodes internes de soutien pour faire face à l'oppression et au harcèlement et y mettre fin, et en créant des outils pour favoriser la bonne santé des communautés, des lieux de travail et des familles. Elle y exerce les fonctions de consultante et de spécialiste pour faire évoluer intelligemment et véritablement les systèmes, les organisations et les individus afin de mettre un terme à la violence fondée sur le genre. Titulaire d'une licence en études sur les femmes et en anglais de l'Université de Californie-Los Angeles (UCLA), Emily a obtenu son diplôme de droit à la Faculté de droit de l'Université de Californie du Sud (USC).

Elle a mis au point des formations et des ateliers sur la manière de réagir à la violence sexuelle et à la violence domestique à l'intention des forces de l'ordre, des entreprises, des gardiens et des milieux carcéraux, des organisations et des équipes sportives, ainsi que des écoles primaires et secondaires, des établissements d'enseignement supérieur et des universités. Elle est formatrice internationale en matière de soins et d'approches qui tiennent compte des traumatismes en vue d'un changement systémique dans les écoles/universités, les entreprises, les syndicats, les forces de l'ordre, les avocats, les parents/tuteurs et les organisations communautaires.

Après ses études de droit, Emily a travaillé au Centre californien du droit des femmes, à Peace Over Violence et à ValorUS afin d'améliorer les mesures prises par les établissements scolaires pour lutter contre la violence fondée sur le genre, notamment en représentant directement les survivants et en élaborant des politiques, en renforçant la législation de l'État, en menant des recherches sur les abus sexuels commis sur les enfants, en créant des programmes de prévention et en mettant en place des collaborations avec les communautés. Elle travaille actuellement sur des projets de soutien et de sensibilisation aux traumatismes dans une optique de survie, sur la formation des campus au titre IX et à la lutte contre les violences sexuelles, sur l'organisation des communautés, sur la participation des survivants à la sensibilisation aux politiques, sur la réforme des systèmes nationaux et internationaux de soutien aux athlètes victimes d'abus et sur l'élaboration de stratégies de lutte contre les agressions sexuelles et les violences fondées sur le genre. Au cours des trois dernières années, elle a œuvré à l'élimination des abus sexuels dans le sport en mettant l'accent sur la parole des athlètes survivants et sur des approches qui tiennent compte des traumatismes. Au sein de l'Armée des survivants, elle a collaboré avec des athlètes survivants pour élaborer des recommandations et préconiser la modification des politiques locales et fédérales afin de rendre le sport plus sûr. Elle a également travaillé avec des organisations sportives internationales afin d'améliorer la prise en compte des traumatismes dans leurs soins et a participé à des actions de sensibilisation qui mettent l'accent sur l'expérience vécue par les survivants dans le domaine du sport.

[Présentation](#) (uniquement disponible en anglais)

Elena Casero

Responsable de programme, APES, Conseil de l'Europe



Elena Casero est responsable de programme à l'Accord partiel élargi sur le sport ([APES](#)), une plateforme intergouvernementale de coopération du Conseil de l'Europe sur les politiques sportives. L'APES compte actuellement 41 États membres et jusqu'à 30 organisations sportives partenaires.

Au sein de l'APES, Mme Casero est responsable du projet « [Donnons de la voix](#) » (« Start to Talk ») sur la protection des enfants dans le sport. Elle coordonne également le Réseau des Magistrats/Procureurs Responsables du Sport du Conseil de l'Europe (le [Réseau MARS](#)) et la base de données DACCS sur les cas présumés de corruption dans le sport.

Elle est une avocate qualifiée qui a six ans d'expérience dans les domaines du sport, des litiges et de l'arbitrage au sein du cabinet d'avocats espagnol Garrigues. Elle a également été juriste assistante à la Cour européenne des droits de l'homme.

Elena Casero a rédigé des articles sur la protection des enfants dans le sport, la lutte contre le dopage, la résolution des litiges et les droits commerciaux dans le domaine du sport, ainsi que sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme concernant les droits des personnes migrantes et des réfugiés, et des personnes handicapées. Elle a participé en tant qu'oratrice à de nombreuses conférences et séminaires et a donné des cours de niveau master.

Mme Casero est titulaire d'une licence et d'une maîtrise en droit, ainsi que d'une licence et d'une maîtrise en gestion et administration des affaires de l'Université Carlos III (Madrid, Espagne).

Paul Bercea

Formateur et consultant international en matière de protection de l'enfance, membre du Pool d'experts internationaux sur un sport sûr du Conseil de l'Europe



J'ai plus de vingt ans d'expérience dans le domaine de la protection de l'enfance et de la sauvegarde des enfants et des jeunes vulnérables. J'ai travaillé pour des organismes publics (*Lincolnshire Children's Services*), des organisations caritatives nationales pour l'enfance (chef d'équipe à la NSPCC, formateur national et consultant à *Barnardo's*) et des organisations humanitaires internationales et régionales (conseiller en matière de sauvegarde pour l'Europe à Terre des hommes).

En 2008, j'ai obtenu la qualification *Enabling Others*, décernée par la Nottingham Trent University dans le cadre du *Post Qualifying Child Care Award*, ce qui m'a incité à commencer à dispenser des cours de formation combinant théorie et pratique dans le domaine de la protection et du bien-être de l'enfant. En 2011, le *Chartered Management Institute* (CMI) du Royaume-Uni a reconnu mes connaissances et mes compétences en matière de direction d'équipes et m'a décerné le certificat CMI de niveau 5 en leadership, gestion et performance. En 2013, j'ai obtenu une accréditation de deux ans en *Video Interaction Guidance* (VIG) et je suis devenue le premier praticien VIG en *Video Enhanced Reflective Practice* (VERP).

Depuis 2015, j'ai dirigé des modules d'apprentissage en ligne sur la protection et le bien-être des enfants (par exemple, les Chambres du Parlement britannique, Terre des hommes – *Keeping Children Safe in Sports* – projet financé par l'UE) et j'ai conçu, planifié et dispensé des formations et facilité des événements d'apprentissage et de développement à travers l'Europe dans des pays tels que l'Angleterre, le Pays de Galles, l'Autriche, l'Allemagne, la Hongrie, la Roumanie, la Grèce et la Suisse.

Ovidiu Măjină

Chargé de projet principal, Division des droits de l'enfant, Conseil de l'Europe



Avec plus de 15 ans d'expérience dans le domaine des droits de l'enfant, Ovidiu Măjină gère actuellement des projets de coopération et d'assistance technique pour la Division des droits de l'enfant du Conseil de l'Europe à Strasbourg.

Ses domaines de prédilection et d'expertise couvrent la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des enfants (y compris les abus en ligne) et la justice adaptée aux enfants.

Francesca Montagna

Responsable de programme, du Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, (GREVIO), Conseil de l'Europe



Francesca Montagna est responsable de programme au Secrétariat du mécanisme de suivi de la Convention d'Istanbul, au Conseil de l'Europe. Elle exerce cette fonction depuis cinq ans et aide le Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO) à préparer ses évaluations et rapports nationaux, ainsi que d'autres documents, tels que les tierces interventions soumises à la Cour européenne des droits de l'homme (affaire Kurt c. Autriche) et l'Analyse horizontale à mi-parcours des rapports d'évaluation de référence du GREVIO, dont elle est corédactrice. Avant de travailler pour le Secrétariat du mécanisme de suivi de la Convention d'Istanbul, elle était en poste aux secrétariats d'autres mécanismes de suivi du Conseil de l'Europe, tels que le Comité pour la prévention de la torture (CPT), la Commission

européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) et le Comité d'experts sur l'évaluation des mesures de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (MONEYVAL).

Titulaire d'une formation en droit et d'un master en droit des affaires internationales/droit comparé de l'université Queen Mary, elle a été avocate stagiaire au sein du cabinet international Linklaters à Milan, en Italie, avant de rejoindre le Conseil de l'Europe.

[Présentation](#) (uniquement disponible en anglais)

Sophie Kwasny

Secrétaire exécutive de l'APES, Conseil de l'Europe



Sophie Kwasny is the Head of the Sport Division of the Council of Europe (international organisation based in France). She is responsible for the Enlarged Partial Agreement on Sport (EPAS) and for the promotion and implementation of ground-breaking legal instruments upholding the integrity and values of sport. Combating doping and the manipulation of sport competitions, and promoting an integrated safety, security and service approach at sports events are the key aims of the three Council of Europe Sport Conventions.

She is a graduate of the Strasbourg Law University and has been working for the Council of Europe for 25 years on a variety of topics ranging from data protection to prisons' reforms, or from the independence of the judiciary to nationality law. Her sole objective: Championing human rights in and through sport!

Georges Mischo

Ministre des Sports, Luxembourg



Georges Mischo est né le 18 septembre 1974 à Esch-sur-Alzette.

Après ses études secondaires au Lycée Hubert Clément à Esch-sur-Alzette, Georges Mischo entame des études de sports à Sarrebruck. Il effectue son stage pédagogique au Lycée Aline Mayrisch avant de devenir enseignant au Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES). Il rejoint ensuite le Lycée Bel-Val, où il enseigne l'éducation physique jusqu'à son assermentation en tant que bourgmestre de la Ville d'Esch-sur-Alzette en 2017.

À la suite des élections législatives du 8 octobre 2023, Georges Mischo est nommé ministre des Sports et ministre du Travail en date du 17 novembre 2023 dans le gouvernement de coalition entre le Parti chrétien-social (CSV) et le Parti démocratique (DP).

En 2011, il se présente pour la première fois aux élections municipales. Trois ans plus tard, en 2014, il devient conseiller communal avant d'être élu bourgmestre en octobre 2017 suite aux élections communales. À l'issue des élections législatives, Georges Mischo fait son entrée à la Chambre des députés en octobre 2018.